

OPPOSITION À LA CONFISCATION DU POUVOIR DANS *LA MALADIE DU POUVOIR* DE MARCELIN MOKONODJI

Opposition to the confiscation of power in La Maladie du pouvoir by Marcelin Mokonodji

ROBERT MAMADI

Groupe de Recherche des Enseignants du Sahel (GRECHES),
Université Adam Barka d'Abéché, Tchad,
mamadirobert@yahoo.fr,
<https://orcid.org/0009-0007-0439-4739>

RÉSUMÉ

La mauvaise gouvernance, surtout la confiscation du pouvoir, est décriée dans beaucoup de pays d'Afrique. Les écrivains africains ont créé des personnages contestataires qui orientent la pensée du peuple vers un mouvement de masse. C'est ainsi que Idouba, le président de la République de Bebané est présenté dans *La Maladie du pouvoir* du dramaturge tchadien Marcelin Mokonodji comme un mauvais dirigeant contre lequel le bas-peuple, à sa tête Dongron, se bat tous les jours pour une libération totale de la mauvaise gouvernance, la corruption, le favoritisme, l'injustice et la modification de la constitution. Comment l'auteur met en scène l'opposition à la confiscation du pouvoir? Il se lit dans le texte une opposition vigoureuse, entre les dirigeants et les dirigés, causée par la mauvaise gestion. L'étude de l'idéologie de ces deux groupes d'acteurs nous permettra de voir pourquoi la confiscation du pouvoir se solde par une révolte populaire. La psychanalyse littéraire permet d'étudier ce conflit de classes et d'individus comme la théorie sartrienne de l'engagement. La confiscation du pouvoir est enfin de compte une crise sociopolitique contre laquelle les dirigeants politiques et les leaders de la société civile ne baissent jamais les bras. Cette œuvre est une invitation au sursaut de la population vis-à-vis des dirigeants qui ne veulent pas quitter le pouvoir par la voie démocratique.

MOTS-CLÉ: Théâtre; Bas-peuple; idéologie; confiscation du pouvoir

ABSTRACT

Bad governance, especially the confiscation of power, is decried in many African countries. African writers have created protest characters who orient the thinking of the people towards a mass movement. This is how Idouba, the President of the Republic of Bebané is presented in *La Maladie du pouvoir* by the Chadian playwright Marcelin Mokonodji as a bad leader against whom the lower classes, at its head Dongron, fights every day for a liberation. Total bad governance, corruption, favoritism, injustice and changing the constitution. How does the author stage the opposition to the confiscation of power? There is a vigorous opposition in the text between the leaders and the ruled, caused by mismanagement. The study of the ideology of these two groups of actors will allow us to see why the confiscation of power ends in a popular revolt. Literary psychoanalysis makes it possible to study this conflict of classes and individuals like Sartre commitment theory. The confiscation of power

is ultimately a socio-political crisis against which political leaders and leaders of civil society never give up. This work is an invitation to take a leap from the population vis-à-vis the leaders who do not want to leave power by democratic way.

KEY WORDS: Theater; Lower people; ideology; confiscation of power

Introduction

Des dirigeants politiques africains confisquent ainsi le pouvoir par les moyens illicites comme la corruption, le clanisme, le favoritisme et l'injustice. Cela ne manque pas d'être contesté par les écrivains et dramaturges africains comme c'est le cas chez Nguemadjira Mirangaye avec *Dans les coulisses de l'Afrique* (2019). La confiscation du pouvoir ne peut qu'être contestée en démocratie par les opposants politiques. Idouba, le président de Bebané, a tout fait pour modifier la constitution dans *La Maladie du pouvoir* (2020) de Marcelin Mokonodji. Il a réussi, mais l'opposition était farouche au point où le pays a sombré dans une crise post-électorale causant la mort de Dongron, l'opposant historique. Il s'agit ici de la dénonciation de la dictature par l'engagement littéraire qui reste selon Gorgui Ibrahima Tall « un phénomène littéraire présent à toutes les époques, par lequel les écrivains s'impliquent par leurs écrits et leurs idéologies dans les enjeux sociaux et politiques du moment. » (Tall, 2014, p.11). Ce phénomène se justifie par le désir de lutter contre les forces sociopolitiques négatives et oppressantes.

La problématique du présent travail est de démontrer comment le dramaturge met en scène l'opposition à la confiscation du pouvoir dans *La Maladie du pouvoir* de Marcelin Mokonodji. L'opposition drastique entre les dirigeants qui gèrent mal le pouvoir et le peuple qui remplit les rues pour contester la confiscation du pouvoir constitue la trame de cette pièce. L'étude de l'idéologie de ces groupes permettra de voir la nécessité de se lever contre la confiscation du pouvoir. L'auteur essaie ici « d'amener le lecteur ainsi que les personnages du camp situé hors du pouvoir à partager la thèse qu'il défend. » (Fallou, 2010, p.47). C'est ainsi que l'article est intitulé : « Opposition à la confiscation du pouvoir dans *La Maladie du pouvoir* de Marcelin Mokonodji ».

Les matériaux à utiliser sont les arguments des opposants politiques contre ceux d'Idouba et ses acolytes. La psychanalyse littéraire permet d'étudier ce genre de conflit. La théorie de l'engagement selon Jean-Paul Sartre est aussi revisitée pour ce travail. L'idéologie du leader de l'opposition, le ras-le-bol du bas-peuple et les témoignages sur la confiscation du pouvoir sont les grandes parties de cette analyse.

1. L'idéologie du leader de l'opposition

La notion d'engagement passe par le langage et s'exprime sous forme de désirs forts. Cathérine Wieder déclare que : « Le langage du désir est voilé et ne se manifeste pas ouvertement. Pour pouvoir lire ses contradictions, il faut rendre compte de ses effets, et ce n'est pas simple. » (Wieder, 1988, p.3). Ceci dit, un opposant, adversaire ou spécifiquement membre de l'opposition, est une personne qui réfute par le langage une mesure ou à une autorité en fonction de son désir.

Dongron est l'opposant historique du président Idouba. Son désir est connu à travers ce qu'il dit. Il sacrifie sa vie pour la libération du peuple. Des députés, des étudiants et des acteurs de la société civile vont le suivre pour une manifestation générale contre Idouba. Marcelin Mokonoudji montre ici un modèle de subversion qui permettrait à la population de contester la confiscation du pouvoir. C'est dans ce cadre que Jean-Paul Sartre souligne : « L'écrivain est parleur : il désigne, démontre, refuse, interpelle, supplie, insulte, persuade, insinue » (Sartre, 1985 : 25). Il s'agit de l'engagement par le moyen de la contestation et du sacrifice.

1.1. Dongron et la contestation

La contestation est le fait de s'opposer contre une décision ou un fait de façon individuelle ou collective. Juliette Roussin reconnaît que « la démocratie est le seul régime qui prévoit dans sa constitution la possibilité permanente de contester les institutions et les décisions politiques que prennent les gouvernants. » (Roussin, 2013, p. 371). Ceci veut dire que la démocratie possède en elle-même les moyens nécessaires à sa propre contestation. En ce sens, la contestation représente un instrument de bonne gouvernance démocratique.

Dans le cas d'espèce, Dongron conteste la modification de la constitution à l'Assemblée Nationale et lors des réunions des partis de l'opposition et des membres des organisations de la société civile. À la session plénière de l'Assemblée Nationale, Dongron déclare : « Je condamne la modification de la constitution avec la dernière énergie. C'est une atteinte aux droits du peuple. C'est une mort collective. Je demande à tous députés de l'opposition de quitter la salle. Pas de vote, pas de modification de la constitution. » (Mokonoudji, 2020, p.20). S'adressant aux forces de l'ordre qui empêchent les députés de l'opposition de sortir, il dit : « Vous les forces de l'ordre et de sécurité, ne vous ingérez pas dans les affaires politiques. Vous êtes les forces nationales pas celles de ces bourreaux. » (Mokonoudji, 2020, p.20). C'est lui aussi qui lancera un appel après la modification de la constitution par les députés à la solde d'Idouba en disant : « Peuple de Bebané, valeureux peuple, je vous demande de vous lever comme un seul homme pour revendiquer vos droits violés et bafoués. Je vous demande de descendre dans les rues de villes et campagnes pour une fois dire non à la mauvaise gouvernance, non à l'égoïsme et la tyrannie. » (Mokonoudji, 2020, p.21-22). C'est la contestation politique.

Dongron organise une réunion clandestine avec les leaders de l'opposition et les responsables des associations de la société civile dans les bureaux d'une radio privée pour organiser une marche contre la modification de la constitution. Là, il dit :

Cher compatriotes, notre pays est malade, très malade ; il est dans un profond coma. Je voudrais vous dire simplement que le pays va mal. Je vous demande de descendre dans les rues des villes et des villages pour dire non à la modification de la constitution. Avec courage et détermination, nous allons arracher nos droits violés et sauver la vie de notre pays. Je vous remercie. » (Mokonoudji, 2020, p.29).

Ce discours a été tellement ovationné par l'assistance qui dit non à la modification de la constitution. Le lundi 11 novembre 2011 à 8 h 30 min, soit deux jours après, Dongron est à la tête d'une grande manifestation contre la modification de la constitution. Bref, le personnage de Dongron est le prototype même de l'opposition politique. Il sait qu'Idouba ne respecte plus les règles de la démocratie et use de tous les moyens légaux pour former le peuple et le mettre en face de son destin violé par un tyran.

1.2. Dongron et le sacrifice

Le sacrifice dont il est ici question est le don de soi. Il renvoie aussi à la notion d'engagement qui selon Benoit Denis cité par Gorgui Ibrahima Tall se traduirait par « la participation, par une option conforme à ses convictions profondes et en assumant les risques de l'action, à la vie sociale, politique, intellectuelle ou religieuse de son temps » (Tall, 2014, p.10). L'engagement n'est donc rien d'autre que la présence absolue de l'auteur à l'écriture. Dongron se donne pour sauver le peuple de la dictature. Il sensibilise le peuple et participe aux manifestations. C'est l'animation politique. Car pour Juliette Roussin, « un régime démocratique se reconnaît communément au fait que le pluralisme politique y est garanti, c'est-à-dire que l'opposition politique y exerce en continu un droit d'expression et de regard sur les actes de la majorité au pouvoir, et que la tenue périodique d'élections libres rend possible l'alternance politique régulière. » (Roussin, 2013, 371-372). C'est ainsi qu'à la tête d'une grande manifestation, Dongron déclare :

Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout. Nous réclamons l'annulation pure et simple de cette loi fondamentale modifiée. Le malade du pouvoir doit partir et laisser une nouvelle génération gouverner. Si la graine ne pourrit ou ne meurt, il n'y aura pas une nouvelle plante. Vive l'opposition et la société civile. (Mokonoudji, 2020, p.31).

Lors d'une réunion de partis d'opposition et de la société civile dans une radio privée, il lit :

Réunis en ce jour du 13 décembre 2013, nous leaders des partis de l'opposition, décidons ce qui suit : Le retrait pur et simple de la candidature du président Idouba à aux (sic) élections présidentielles ; L'interdite de vote aux militaires dans les casernes ; Le déroulement du scrutin le même jour à travers l'ensemble du territoire national et dans nos ambassades. Nous tenons au respect de cette déclaration. (Mokonoudji, 2020, p.47).

Dongron sensibilise les populations de Bwalibo, un quartier de la capitale, qui acceptèrent la manifestation : « Population de Bebané, frères et sœurs, le président Idouba veut s'éterniser au pouvoir, soyons unis et déterminés pour faire échec à sa candidature pour le troisième mandat, ça suffit. Trop c'est trop. » (Mokonoudji, 2020, p.49). Un temps après, il fut arrêté comme les autres leaders de l'opposition et envoyé au commissariat central de police où il dit à l'inspecteur qui le taxe de semeur de

trouble : « Mon frère, il y a de cela trente ans soit une génération que le pays est mal gouverné par le régime en place. Ça suffit, trop c'est trop, nous, en avons marre. Pas de candidature d'Idouba et je suis clair là-dessus. » (Mokonoudji, 2020, p.53).

Libéré, Dongron donne un discours plus engagé à la population de Bwaliba :

Peule bafoué, abandonné, misérable, vous avez vécu trente ans de flatterie, de tyrannie, de dictature et de mauvaise gouvernance. C'est le moment de nous lever comme un seul homme pour dire non aux voleurs de la République. Je vous demande d'opérer un bon choix, un vote sanction pour mettre fin à la maladie du pouvoir d'Idouba. Vous avez trente ans de promesses non réalisées : pas d'école, eaux potable et des hôpitaux, etc. mes chers compatriotes, le changement viendra de vous à travers les urnes. Je vous demande de sortir massivement ce jour du 12 janvier 2014 et voter en ma faveur pour qu'ensemble, nous puissions changer l'image de notre cher pays durement écorné par des gens sans foi ni loi. Les gourous qui ne veulent pas le changement seront changés par le changement. Vive la démocratie. Je vous remercie. (Mokonoudji, 2020, p.65).

Les militants de l'opposition, réunis nombreux, ont marqué leur approbation à ce discours contre le retour d'Idouba au trône pour un troisième mandat. La CENI, étant commise pour le compte d'Idouba, donne un résultat de 65,05%. Dongron riposte :

Chers compatriotes, l'élection présidentielle qui vient de passer dans notre pays est entachée de nombreuses irrégularités et fraudes. Les procès-verbaux des bureaux de vote de certaines régions du pays sont remplis d'avance en faveur d'Idouba sous la pression des autorités administratives. De tout ce qui précède, nous rejetons les résultats proclamés par la CENI. Ces résultats sont nuls et n'ont aucun effet. Nous demandons au conseil constitutionnel d'annuler ces résultats qualifiés de honte pour notre pays. C'est une honte nationale. (Mokonoudji, 2020, p.71).

L'opposition finit par réclamer la victoire de Dongron par une marche. Ce dernier dit à propos : « Nous sommes déterminés à aller jusqu'au palais présidentiel. Soyons unis et nous arracherons notre victoire. Trente ans de promesses flatteuses, de mauvaise gouvernance, de bien mal acquis, ça suffit. La patrie ou la mort, nous vaincrons ! (Mokonoudji, 2020, p.75).

En réalité, « l'institutionnalisation démocratique du désaccord repose avant tout sur la conviction qu'en étant constamment soumises à une contestation citoyenne potentielle, les politiques démocratiques mises en œuvre par les représentants élus auront moins de chances de dévier de l'intérêt général. » (Roussin, 2013, p.372). Mais, dans le cas Dongron, l'opposant est un ennemi à éliminer. Ce sont ici les limites d'une démocratie africaine fictive.

Arrêté et envoyé au commissariat, Dongron dit au commissaire Jass : « Vous avez volé ma victoire, c'est mon droit d'organiser des manifestations pour la réclamer. » (Mokonoudji, 2020, p.77). Quand l'Agent Cross lui demande s'il est au courant de l'interdiction des manifestations violentes en République de Bebané, il ajoute prophétiquement : « Vous pouvez me tuer, mais sachez que l'histoire me donnera

raison. [...] Ma victoire reste et restera ma victoire. Le droit triomphe et triomphera sur l'arbitraire. Que Dieu vous bénisse et vous pardonne. Vive la démocratie pour que vive la République de Bebané. » (Mokonoudji, 2020, p.77-78).

Sur ces mots qui justifient sa lutte, comme Mulube, dans *L'Étudiant de Soweto* de Maoundoé Naindouba, il reçoit deux coups de balles de l'Agent Cross. Il est donc victime de la pulsion de mort. Sa mort à la fin de l'œuvre marque la volonté de l'auteur de voir la lutte contre l'anarchie continuer.

Ces passages extraits de la pièce montrent l'engagement de Dongron par le moyen de la contestation et du sacrifice. La première vertu de la contestation politique est, pour Roussin, «de mettre au jour les manœuvres des gouvernants lorsque ceux-ci s'écartent de la mission qui leur a été confiée, et de les rappeler constamment au service de l'intérêt commun. » (Roussin, 2013, 373). Mais quand ces derniers outrepassent les bornes, le peuple au nom duquel ils dirigent envahit la rue.

2. Le ras-le-bol du bas-peuple

De l'étymologie grecque *dēmokratia*, de *dēmos* « peuple », et *kratein* « commander » selon le Dictionnaire Le Grand Robert, la démocratie est le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple. C'est ainsi que les opposants au pouvoir d'Idouba sont nombreux au nom des partis politiques et des associations de la société civile. Ils sont entre autres : les députés de l'opposition, le fou, les étudiants lésés, les leaders de la société civile, les militants des partis d'opposition, les manifestations et certains militaires.

2.1. Les personnages engagés

La littérature engagée est l'œuvre d'un écrivain engagé qui génère un texte et des personnages engagés. Elle est définie comme « une littérature sociale qui a pour principale visée d'ouvrir les hommes à de nouvelles visions du monde. » (Tall, 2014, p.11). Le texte engagé reflète en même temps l'engagement de l'écrivain qui s'y engage que celui des personnages selon l'idée de Sartre (1948). En prenant part aux débats sociaux et politiques, la littérature engagée a la volonté de conscientiser, d'où la nécessité de créer des personnages engagés qui luttent contre l'injustice et l'égoïsme politique. Dans le corpus, il y a de ces genres de personnes.

À la suite de Dongron, le chef des députés de l'opposition, deux députés ont eu le courage de dire à Imannсанджé, le président de l'Assemblée nationale qu'il n'est pas opportun de modifier la constitution. Le premier dit : « Monsieur le Président, il n'y aura pas modification de la constitution » (Mokonoudji, 2020, p.19). L'autre de dire à la page suivante : « Même si c'est une question d'enterrement, il n'est pas question que ce projet aboutissent ! ».

Le fou, suivant la séance de l'Assemblée qui passe en direct à la radio s'en moque:

Messieurs les représentants du peuple, la modification de la constitution va augmenter le nombre des malades mentaux dans ce pays. [...] Franchement, ceux qui veulent modifier la constitution de ce pays sont plus fous que moi. [...] On dit souvent qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas mais comment vous, hommes normaux, ne voulez pas le changement ? Donc, il n'y a pas d'hommes normaux dans ce pays, n'est-ce pas ? (Mokonoudji, 2020, p.23).

Passif et ironique, le fou parle du changement démocratique, d'alternance et de bonne gouvernance. Ses propos sont vraiment sensés. Il explique cela: « Je ne suis pas né fou mais c'est la situation de mon pays qui m'a rendu ainsi. J'ai fini mes études mais toutes les portes me sont fermées, je deviens blanchisseur, on m'accuse de voler les habits. Je parcours les poubelles, les chiens me chassent. Ah ! Mon pays, tu dois changer. » (Mokonoudji, 2020, p.47). Le fou sait qu'il y a une volonté de faire profiter un groupe pendant longtemps de la gestion déloyale du pays.

Deux étudiants partagent cette idée en s'en prenant à d'autres qui encensent la dictature mise en place par Idouba. Le premier dit : « Il y a des étudiants qui sont malades, qui ne savent pas où va le pays et font des affirmations gratuites. La modification de la constitution plongera le pays dans une crise politique. » (Mokonoudji, 2020, p.25). L'autre renchérit à la même page : « Merci mon pote, tu es un vrai nationaliste. Pas de modification de la constitution et Idouba doit partir, trente ans c'est trop. »

Les leaders de la société civile s'inscrivent dans cette logique de contestation. Un leader dit :

Peuple opprimé, bafoué, marginalisé, aliéné depuis des lustres ; avec courage et détermination, levons-nous comme un seul homme pour dire non à la forfaiture, à la dictature, au tribalisme, à la mauvaise gouvernance. Soyons unis et déterminés pour aller jusqu'à l'annulation totale de cette loi fondamentale modifiée. » (Mokonoudji, 2020, p.29).

Il s'agit d'un appel au soulèvement pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Les militants des partis d'opposition acceptent cet appel et disent non à la modification de la constitution. Pour eux, le tyran doit partir. C'est ce qui se solde par la manifestation dans la capitale. Les manifestations scandent des paroles violentes. Un dit : « Trop c'est trop, ça suffit, plus jamais ça pas de modification de la constitution. Tu veux ou tu ne veux pas, tu dois partir. » (Mokonoudji, 2020, p.31). Un deuxième ajoute : « Trop c'est trop, nous en avons marre, trente ans de promesses flatteuses, de détournements massifs, de mal gouvernance à ciel ouvert, ça suffit. » (Mokonoudji, 2020, p.49). Un autre va jusqu'à dire à la même page : « Voleur ! Voleur ! Tu dois partir, ça suffit ! » À ce point, même les militaires ne sont pas tous du côté d'Idouba. Il y en a qui critique vertement son plan machiavélique de maintenir la population dans la pauvreté avec une gestion chaotique et égoïste de la *res publica*.

Quand le fou dit que le pays doit changer et qu'il n'est pas né fou mais c'est la situation du pays qui l'a rendu fou, un militaire trouve que c'est extraordinaire et que

cela relève du miracle. Un autre dit : « Les fous ne sont pas totalement inconscients. Mais ils vivent aussi un moment de conscience. C'est une interpellation aux gourous de ce pays qui continuent de bafouer et de violer le droit des peuples. » (Mokonoudji, 2020, p.48). C'est ainsi que quelques-uns se sont rangés du côté de la population pour demander la libération du chef des partis politiques de l'opposition arrêté pour avoir manifesté contre la victoire d'Idouba.

En effet, le collectif des partis politiques de l'opposition a signé sans ambages ce communiqué : « Nous, collectif des partis politiques de l'opposition demandons la libération de Monsieur Dongron, chef de file de l'opposition, sans condition et sans délai pour qu'il y ait une élection présidentielle à Bebané. » (Mokonoudji, 2020, p.55). Ceci est la preuve de ce que dit Tall : « L'écrivain engagé met en jeu bien plus que sa réputation littéraire ; il se risque lui-même intégralement dans l'écriture, en y faisant paraître sa vision du monde et les choix qui dirigent ses actions (...) en s'engageant, l'écrivain décide de rencontrer les exigences du temps présent. » (Tall, 2014, p.11).

Il faut retenir que la contestation du règne d'Idouba est une question populaire. Elle implique les députés, les étudiants, les militants des partis politiques de l'opposition, les leaders de la société civile sans oublier les militaires et les fous. Il va s'en dire que la manifestation est populaire. En réalité, *vox populi vox dei*, « voix du peuple, voix de Dieu ». Mais, cela se passera différemment ici comme pour dire que le combat n'est pas fini. En plus de ces personnages qui sont engagés aux côtés de Dongron pour combattre Idouba, il y en a qui sont plus ou moins passifs qui méritent d'être cités.

2.1. Les personnages moins engagés

Selon Jean-Paul Sartre, « s'engager, c'est faire le choix d'assumer jusqu'au bout cet engagement. Pour lui, tout être humain qui refuse d'assumer son entière responsabilité est un être non récupérable, destiné à une non-existence. » (Tall, 2014, p.14). Ceci veut dire que quand nous nous engageons dans un processus, nous devons l'assumer jusqu'au bout. Or dans l'œuvre du corpus, il y a des gens qui ne font que des suggestions. Les personnages moins engagés suggèrent à ceux engagés ce qu'il faut faire. Métro, Lali, le Général Koko, Keitar et Kemlar sont ces acteurs de suggestion.

Métro, membre du parti de Dongron, sortant de la conférence de presse des leaders d'opposition organisée au siège du parti, dit : « Ça suffit. Trop c'est trop. Nous en avons marre. Nous attendons la décision du Conseil constitutionnel et on verra. » (Mokonoudji, 2020, p.71). Son collègue Lali tient le même langage que lui :

Demain, nous allons descendre dans les rues de villes et de villages pour réclamer la victoire de notre candidat. Les résultats donnés par la CENI ne sont pas réalistes et nous comptons marcher, casser et détruire tout ce qui se retrouverait sur notre passage pour rétablir notre candidat dans ses droits. Ces résultats ne sont qu'une farce électorale et tout le monde sait que notre candidat a remporté l'élection. (Mokonoudji, 2020, p.44).

Métro et Lali sont les proches collaborateurs de Dongron. Malgré cela, ils ne sont pas intervenus dans la trame de l'action plus de deux fois. Le Général Koko était avec le président Idouba jusqu'au jour où il lui dit clairement que la place d'un militaire est au camp des martyrs alors qu'ils se sont entendus dans les grottes du Darfour que chacun d'eux briguera un mandat quand ils auront le pouvoir : « Tu ne passeras, pas mon frère. J'ai décidé de mettre fin à cette maladie du pouvoir. » (Mokonoudji, 2020, p.43).

Il faut noter qu'Idouba qui n'a pas envie de laisser est à son troisième mandant. Il tue le Général Koko quelques jours après cette entrevue. (Mokonoudji, 2020, p.44). Le Brigadier Dodo a aussi un statut de geôlier et de défenseur des droits humains. Il parle même de la justice de La Haye en Suisse qui peut rattraper les tyrans et leurs acolytes. Il est ainsi apeuré par le fait que l'inspecteur Soko torture l'opposant Dongron quand il demande au Commissaire Jass de ne pas faire « que le commissariat soit la cible de la cour internationale de La Haye. (Mokonoudji, 2020, p.54). Malheureusement, il ne sera pas écouté.

Kemlar est un personnage rigoriste moins engagé qui montre la voie pacifique à suivre pour éviter la violence. Il déclare :

Les voies de recours dans le cadre de l'élection existent à Bebané comme partout ailleurs mais marcher, casser et détruire ne relève pas de la loi. Si vous n'êtes pas satisfait des résultats donnés par la CENI, la loi vous donne la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel pour vous plaindre par rapport aux irrégularités constatées. (Mokonoudji, 2020, p.72)

Il est ici un peu passif qui trouve que les voies de recours existent et qu'il n'est pas nécessaire de faire des casses. Keitar procède de la même manière, sauf qu'il est dissuasif et met les manifestants en garde contre les bavures policières :

Mais vous devez comprendre que les manifestations violentes sont interdites dans toutes la République parce qu'elles troublent l'ordre public. Et comprenez la mission des forces de l'ordre qui est d'assurer l'ordre et de faire régner la paix. Si vous recourez à la violence, ne soyez pas surpris de voir les forces de l'ordre en découdre avec vous. Vous voulez revendiquer vos droits, faites-le dans le respect des textes et lois en vigueur. (Mokonoudji, 2020, p.73)

Métro, Lali, le Général Koko, Kemlar, Keitar et dans une certaine mesure le fou joue dans la pièce un rôle passif, celui de la suggestion.

Un personnage atypique à signaler est Monsieur Ngôle. Là où même le fou trouve qu'il n'est pas normal, Monsieur Ngôle, son problème, c'est l'alcool. Il dit : « Moi, mon inquiétude n'est pas la modification de la constitution mais celle de la loi interdisant la fabrication d'*argui*. Je descendrai dans la rue le jour où les cabarets, les bars ou les brasseries fermeront leurs portes. » (Mokonoudji, 2020, p.23). Il conclue : « Résultats truqués ou volés, où est mon problème ? Mon problème à moi, c'est l'*argui*. » (Mokonoudji, 2020, p.72). La position de Monsieur Ngôle montre à suffisance qu'il y a toujours dans la vie des personnes qui ont des positions mitigées, même si on décide

les libérer d'une situation de captivité. Même s'il y a des personnages comme Monsieur Ngôle qui ont brillé par leur indifférence dans la gestion de la *res publica*, il y a eu beaucoup de personnes autour de Dongron pour dire non à la confiscation du pouvoir par Idouba.

3. Les témoignages sur la confiscation du pouvoir

L'écrivain engagé prend position en décrivant les événements. Quand le pouvoir est confisqué, non seulement il y a grogne sociale, cela fait actualité et anime les débats. Qu'un journaliste se révolte et dénonce les égarements. C'est ce qui se passe dans le corpus. La situation politique de Bébané a fait parler tant d'observateurs nationaux qu'internationaux. Un observateur est celui qui voit tout ce qui se passe au tour de lui. Il peut être passif ou actif. On est observateur national quand on se prononce sur ce qui se passe à l'intérieur de son pays et observateur international quand on se prononce sur ce qui se déroule en dehors de son dernier. Dans une certaine mesure, on parle d'opinion nationale ou internationale.

3.1. Les observateurs nationaux

Au niveau national, c'est le travail journalistique de Baba-Gar et de Carlos qui alerte la population sur ce qui se passe à Bebané, surtout les intentions d'Idouba. Le premier lui dit : « Excellence Monsieur le Président, la constitution de la République vous autorise à briguer deux mandats seulement. Qu'en dites-vous du caractère sacré de la constitution que vous voulez souiller ? » (Mokonoudji, 2000, p. 15). Idouba pense que s'il quitte le pouvoir, le pays va sombrer dans le chaos parce qu'il n'y a personne pour le diriger. Pour lui, « la constitution est une loi positive et non naturelle et donc modifiable » (Mokonoudji, 2020, p.15).

Quand Baba-Gar ajoute à la page suivante que « la modification de la constitution est souvent source de conflit politique dans certains pays de notre continent », Idouba renchérit ironiquement : « L'histoire de toute société est basée sur des conflits. Une société sans conflit est une société sans histoire. J'ai des moyens pour contrecarrer toutes les actions déstabilisatrices. J'en ai assez de tes questions Monsieur Baba-Gar. D'ailleurs, je suspend la phase de questions-réponses.» (Mokonoudji, 2020, p.16). Ce discours prouve qu'Idouba ne se soucie pas de ce que dira l'opinion nationale sur sa position.

Bien de réunions se passent dans l'enceinte d'une radio privée de la place. Mais son silence sur ce qui se passe dans la pièce montre le degré d'insécurité dans lequel elle est placée. Il faut signaler que Baba-Gar et Carlos sont des journalistes de la radio internationale. Cela fait penser à la Radio France Internationale qui relaye les opinions nationales à l'international.

3.2. L'opinion internationale

L'opinion internationale est relayée par la ligue internationale de défense des droits de l'homme, Baba-Gar et Carlos, les journalistes de la radio internationale. Mais les opinions des présidents Franco et Koker ont aussi été rapportées dans la pièce du corpus comme des opinions étrangères au pays. La position d'Idouba se solde par le conflit comme le lui avait bien signifié Baba-Gar. Carlos lance le direct du reportage de Baba-Gar en ces termes :

Auditrices et auditeurs bonjour. À Bebané, une marche organisée par les opposants ce matin à 8h 30 min sur l'ensemble du territoire national s'est tournée en drame, le bilan est lourd. Nous avons en ligne Baba-Gar, notre correspondant permanent. Monsieur Baba-Gar qu'est-ce qui s'est passé exactement en République de Bebané ce matin? (Mokonoudji, 2020, p.33).

Face à cette question qui informe l'opinion nationale et internationale sur ce qui se passe au pays, Baba-Gar explique :

Oui Carlos, effectivement ce matin les militants de l'opposition ont répondu massivement à l'appel de leur leader pour exprimer leur mécontentement ; ils ont envahi toutes les rues de la capitale et les grandes villes du pays. On peut lire sur les banderoles : trop c'est trop, ça suffit, plus jamais ça, nous en avons marre. ... Le mobile de cette manifestation c'est de protester contre la modification de la constitution votée par l'Assemblée nationale qui limitait les mandats des présidents à deux. (Mokonoudji, 2020, p.33).

Baba-Gar ajoute quelques informations sur le sort du leader de l'opposition et d'autres manifestants. Il trouve que selon des sources concordantes le leader de l'opposition et certains manifestants sont arrêtés et gardés dans des lieux secrets. Ce sont selon lui, « des femmes et des jeunes qui mains ballants, crient à tue-tête en battant le pavé lorsqu'ils sont tombés pile sous la puissante frappe des forces de défense et de sécurité d'Idouba lourdement armées. » (Mokonoudji, 2020, p.34). Ceci est une opinion d'un observateur qui trouve que la population est muselée par le pouvoir en place.

Il faut ajouter à ce que disent Baba-Gar et Carlos, la position du fou qui fait aussi échos. Il dit clairement : « Messieurs les représentants du peuple, la modification de la constitution va augmenter le nombre des malades mentaux dans ce pays. Je vous jure. [...] Franchement, ceux qui veulent modifier la constitution de ce pays sont plus fous que moi. (Mokonoudji, 2020, p.23). Au rang des observateurs internationaux, Carlos, le journaliste nomme la ligue internationale de défense des droits de l'homme en disant :

La ligue internationale de défense des droits de l'homme condamne la répression des manifestants par les forces de défense et de sécurité de la République de Bebané faisant cent quatre morts et mille cinq cents blessés puis l'arrestation de tous les leaders de l'opposition et de la société civile. La ligue demande la libération sans conditions de ces leaders et une enquête judiciaire internationale sera ouverte pour situer les responsabilités. » (Mokonoudji, 2020, p.34).

La ligue internationale de défense des droits de l'homme condamne d'abord le fait et demande la libération de ceux qui sont arrêtés. Elle le fait ainsi au nom de l'opinion internationale ou d'observateur. Elle va jusqu'à proposer une enquête internationale. Comme par hasard, le président Idouba est invité à Paros où il doit assister à un sommet international sur la situation des droits de l'homme alors que la situation des droits de l'homme reste à désirer dans son pays.

Au sommet international des droits de l'homme, le président Koker demande à Idouba de faire le bilan de la manifestation de l'opposition dans son pays. Koker continue : « Excellence, il paraît que la constitution de votre pays est modifiée et cela a poussé les leaders d'opposition à organiser une marche pacifique pour dire non, mais vous avez réprimé les manifestants avec un bilan macabre, qu'en est-il exactement sur le terrain ? » (Mokonoudji, 2020, p. 38). Cette question ne manque pas de l'indisposer. Il dit : « La situation de droit de l'homme se porte très bien dans mon pays. Nous avons créé un Ministère de Droits de l'Homme qui autorise la création des organisations de défense des droits de l'homme. Tout va bien. » (Mokonoudji, 2020, p.37). Idouba dira à Koker qu'ils ne sont pas là pour faire le procès d'un pays. Le président Franco ajoute ceci :

La situation de droits de l'homme en République de Bebané est chaotique, on peut la qualifier d'une dérive grave vis-à-vis des institutions internationales de défense des droits de l'homme. Je prendrai toutes mes responsabilités pour que justice soit rendue aux victimes et les gourous doivent être arrêtés afin de répondre de leurs actes devant les juridictions internationales. (Mokonoudji, 2020, p.38).

Une telle déclaration met Idouba dans tous ses états. Or Koker enfonce le clou en disant que « la démocratie est une toge qui ne convient pas aux analphabètes. La plupart des présidents de ce continent sont tous atteints de la maladie du pouvoir. » (Mokonoudji, 2020, p.38). Le président Franco a insisté sur la modification de la constitution en République de Bebané :

La République de Bebané vient de vivre une période de paix et de démocratie constitutionnelle mais notre politique est simple : il faut respecter la constitution de Bebané et la volonté des peuples à choisir leur futur président. Nous avons été clairs, il n'y aura pas de poursuite contre le gouvernement mais contre les individus qui continuent à violer allégrement les droits fondamentaux de l'homme et sapent la constitution démocratique. . (Mokonoudji, 2020, p.39).

Ceci est appel au changement. Koker dit que les dispositions des conventions internationales de droits de l'homme sont inviolables et leur respect gage de paix et de développement. Il ajoute que le non-respect de ces principes occasionne la rupture d'aides au développement. . (Mokonoudji, 2020, p.40). Ces hommes politiques représentent ce qu'on appelle l'opinion internationale. Ils sont contre la modification de la constitution de Bebané et menacent de couper l'aide au développement. Les acteurs qui portent la situation politique à l'ensemble de la population comme la ligue internationale de défense des droits de l'homme, les journalistes Baba-Gar et Carlos et

les présidents Franco et Koker sont des observateurs. Ils ont donné leur point de vue sur l'actualité en se plaçant du côté du peuple.

4. Conclusion

Somme toute, Marcelin Mokonoudji tente, dans *La Maladie du pouvoir*, comme le dit Fallou, de « prouver la responsabilité du pouvoir dans les tourments de la société africaine négro-africaine des indépendances, en essayant de s'affranchir de toute démarche strictement réaliste. Il n'en comporte pas moins beaucoup d'aspects réalistes, inscrits dans le contexte socio-politique. » (Fallou, 2010, p.386). L'auteur de la pièce pousse la population à la prise en main de son destin par un élan d'engagement citoyen. La confiscation du pouvoir est contestée par les dirigeants politiques et les leaders de la société civile. Il invite au sursaut de la population vis-à-vis des dirigeants qui ne veulent pas quitter le pouvoir alors qu'ils dirigent mal depuis des décennies se croyant supérieurs aux autres citoyens.

Le président Idouba a eu la malchance de trouver le député et opposant politique Dongron comme contestataire de son projet de modification de la constitution. L'homme est un contestateur qui se sacrifie pour son peuple. Bien de personnages dans *La Maladie du pouvoir* ont contesté le projet de modification de la constitution. Des personnages bien engagés ou pas se sont mis aux côtés de Dongron pour partager son idéologie. Deux députés de l'opposition, le fou, deux étudiants lésés, les leaders de la société civile, les militants des partis d'opposition, les manifestations et certains militaires se sont engagés activement contre l'injustice et l'anarchie d'Idouba. Métro, Lali, le Général Koko, Keitar et Kemlar n'ont pas pu être, pour telle ou telle raison actifs, mais ils ont proposé des suggestions pacifiques aux manifestants. Ils sont, de la sorte, opposés contre le pouvoir d'Idouba. Les journalistes et les acteurs politiques en dehors du pays ont aussi combattu cette manière de diriger sans partage.

L'issue possible est donc la manifestation ou la révolte populaire comme c'est le cas dans la pièce du corpus. Car le groupe d'Idouba n'est pas prêt à quitter le pouvoir. La manifestation est réprimée dans le sang. Mais la pièce se clos sur l'espoir prophétique lancé par Dongron avant sa mort : « Le droit triomphe et triomphera sur l'arbitraire. Que Dieu vous bénisse et vous pardonne. Vive la démocratie pour que vive la République de Bebané. » (Mokonoudji, 2020, p.77-78). L'engagement est alors, comme le dit Tall, « un fait incontournable dont l'écrivain africain ne peut échapper. Ce dernier est le point sensible, l'éducateur, celui qui conscientise le reste de la population et donc doit assumer ses responsabilités. » (Tall, 2014, p.56). La graine de la contestation contre la modification de la constitution est là. En tant que la conscience du peuple, l'écrivain est vigilant sur ce qui se passe autour de lui. Le lecteur doit jouer sa partition.

5. Références bibliographiques

- Denis, Benoit, (2000). *Littérature et engagement, de Pascal à Sartre*, Paris, Seuil.
- Fallou Mbow, (2010). *Énonciation et dénonciation du pouvoir dans quelques romans négro-africains d'après les indépendances*, [Thèse de doctorat, Université Paris-Est; Université Cheikh Anta Diop de Dakar]., NNT : 2010PEST0010. tel-00609317.
- Gorgui Ibrahima Tall, (2014). *La problématique de l'engagement dans la littérature africaine francophone: étude sur les œuvres de Yasmina Khadra, de Mariama Bâ et d'Ahmadou Kourouma*, [Master of arts, Texas Tech University].,
- Maoundoé Naindoubá, (1980). *L'Étudiant de Soweto*, Paris, Hatier.
- Mokonodji, Marcelin, (2020). *La Maladie du pouvoir*, N'Djaména, Sao.
- Nguemadjira Miranaye, (2019). *Dans les coulisses de l'Afrique*, N'Djaména, Toumaï.
- Roussin, Juliette, (2013). *Démocratie contestataire ou contestation de la démocratie ? L'impératif de la bonne décision et ses ambiguïtés*. *Philosophiques*, 40 (2), 369–397. <https://doi.org/10.7202/1023702ar>
- Sartre, Jean-Paul, (1948). *Qu'est-ce que la littérature ?*, Paris, Gallimard.
- Wieder, Catherine, (1988). *éléments de psychanalyse pour le texte littéraire*, Paris, Bordas, Réédition.